



Commission sur l'égalité et la non-discrimination

Déclaration de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination sur les menaces qui pèsent actuellement sur les droits des femmes en Europe, 24 avril 2017

Nous tenons à exprimer notre profonde inquiétude devant la tendance croissante, dans les pays européens et ailleurs dans le monde, à remettre en question les progrès réalisés ces dernières décennies en matière de droits des femmes. Les discours de haine sexistes fleurissent en ligne et hors ligne, les droits sexuels et génésiques sont remis en cause et les violences faites aux femmes restent élevées.

La commission déplore que les dispositions de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, longtemps considérées comme des « normes de référence », soient de plus en plus contestées au nom des « valeurs familiales traditionnelles », affaiblissant ainsi la protection des femmes contre les violences. La commission réaffirme son engagement à lutter contre toutes les formes de violence faites aux femmes et appelle les parlementaires à soutenir la signature et la ratification de la Convention d'Istanbul.

La commission lance une nouvelle fois son appel à plus d'égalité et à accroître la représentation des femmes dans la sphère publique. En 2016, la représentation parlementaire des femmes en Europe a certes continué de progresser mais la plupart des pays n'ont pas encore franchi ledit « seuil critique » de 30 à 35 % de sièges détenus par des femmes au sein des parlements. Dans le secteur économique, les femmes se heurtent toujours au plafond de verre et aux disparités salariales. Elles sont également trop souvent la cible de stéréotypes et d'attaques misogynes et sexistes qui visent à les écarter de la vie publique.

Nous devons endiguer cette vague.

La commission tient à saluer les marches des femmes et autres mouvements en faveur des droits des femmes et réaffirme son plein soutien aux associations et aux nombreuses femmes qui se mobilisent pour défendre leurs droits.

La commission appelle l'ensemble des dirigeants politiques à s'engager fermement à respecter les droits des femmes et à combattre toute mesure rétrograde susceptible de saper les principes d'égalité et de non-discrimination qui fondent nos sociétés démocratiques.